

## **L'évolution des systèmes politiques : les effets de la mondialisation**

Marie-Noëlle Sarget

### Résumé

D'un point de vue systémique, l'évolution des systèmes politiques est le produit de leurs interactions avec leur environnement. En le transformant, la mondialisation modifie leurs conditions de fonctionnement : ils doivent faire face à des demandes et à des contraintes nouvelles, avec des ressources restreintes, tandis que leurs compétences sont remises en cause par les régulations supranationales et les autonomies régionales, et que les acteurs économiques et financiers échappent largement à leur capacité d'intervention. D'où des évolutions rapides, beaucoup plus adaptatives et défensives que programmées, concernant la structure des systèmes, mais aussi peut-être, à terme, la nature des régimes politiques : si elle demeure l'espérance de ceux qui souffrent de la dictature, la démocratie déçoit lorsqu'elle se révèle impuissante devant les problèmes engendrés par la mondialisation.

### Introduction

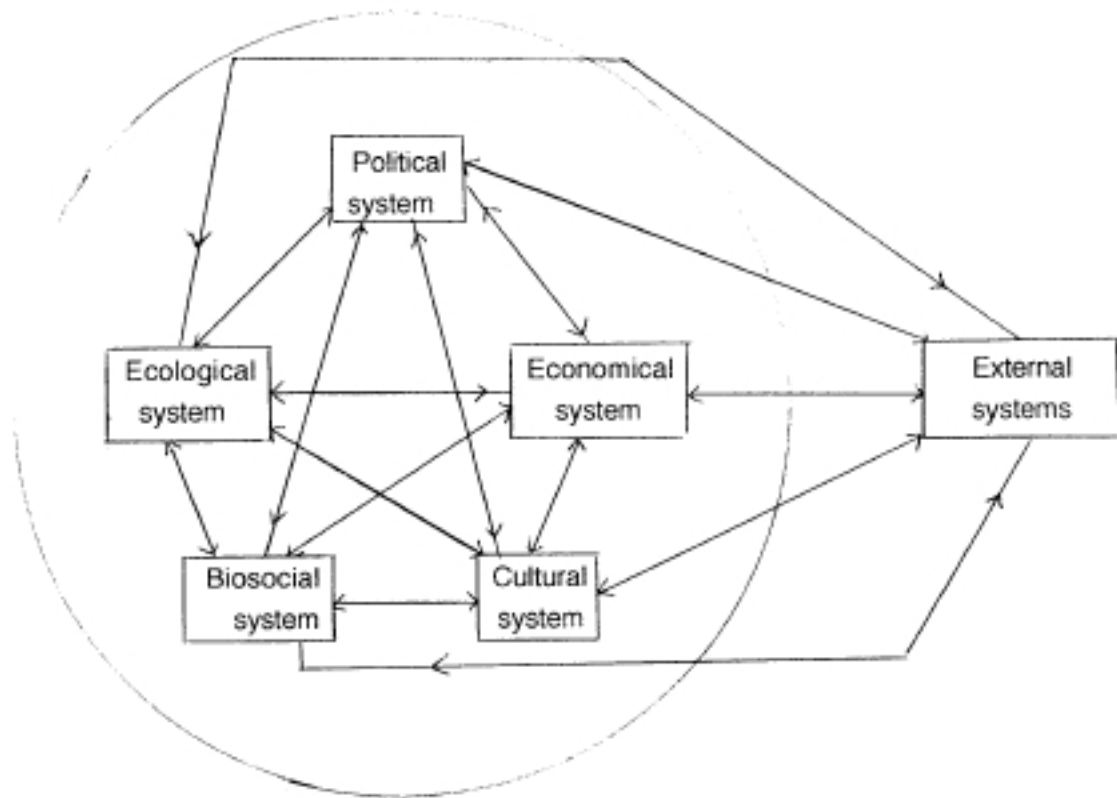
Comment évoluent les systèmes politiques ? À la fois de la même façon que les autres systèmes sociaux, et selon des modalités qui leur sont propres... S'il s'agissait de le traiter en tout temps et en tout lieu, le sujet serait extrêmement vaste ! C'est pourquoi, après une brève présentation des règles générales d'évolution des systèmes politiques, je me limiterai ici aux effets de la mondialisation sur l'évolution des systèmes politiques contemporains, avant de signaler également brièvement quelques conséquences de la mondialisation sur l'évolution des régimes politiques, en particulier sur la démocratie.

### I - L'évolution des systèmes politiques

De façon très générale, on peut affirmer que pour l'approche systémique, l'évolution des S.P, comme celui de tous les systèmes ouverts, est le produit de leurs interactions avec leur environnement.

De façon plus précise, cet environnement peut être décomposé, à la suite de Jean-William Lapierre, dans *L'Analyse des systèmes politiques*, en différents systèmes sociaux internes et externes à la société considérée (voir schéma) :

systèmes écologique, bio-social, économique, politique, culturel, systèmes extérieurs, chacun étant également décomposable en différents sous-systèmes, et en interaction avec tous les autres à des degrés et selon des modalités variables, il n'y a pas a priori de système dominant, ni de dernière instance, ce qui ne veut pas dire que dans telle ou telle circonstance particulière, il n'y a pas domination de tel ou tel système sur les autres. Celle -ci sera repérable par les fortes contraintes que ce système impose aux autres, et les facteurs principaux de puissance, prestige et pouvoir dans la stratification sociale de la société considérée : par exemple, une prédominance des hiérarchies religieuses tendra à indiquer celle du système culturel, celle de la richesse, celle du système économique...



Nation-state in globalization

Le système politique est l'ensemble des processus de décision qui concernent la totalité de la société globale : c'est un système décisionnel, qui agit dans des conditions d'incertitude importante, et non un système programmé ; c'est aussi un système régulateur, celui qui coordonne les interactions entre les autres systèmes sociaux (p.34 et 267).

Ses interactions avec son environnement le poussent à évoluer, car

- l'évolution des autres systèmes internes et externes conditionne la sienne
- la complexité des réseaux de *feedback*, et leur interaction dans le temps ne peuvent être parfaitement contrôlés : les "*outputs*" du système politique, sa propre action sur les autres systèmes sociaux produit des *feedbacks* positifs qui modifient nécessairement ses "*inputs*" : les résultats immédiats et les répercussions à plus long terme de ses interventions le poussent à adapter ses décisions en conséquence.

Certaines décisions politiques concernent directement le propre fonctionnement du système et son organisation : ce que David Easton appelle des "*intrasystem outputs*" . Les boucles de rétroaction enclenchées permettent la dynamique autonome du système. Elles mettent en œuvre, comme ses autres décisions, sa mémoire, et sa capacité de prise de conscience, d'analyse, de "*computation*" pour reprendre un terme de Morin... capacité dont la mobilisation dans un sens ou dans l'autre dépend des acteurs politiques

qui participent au système, ou en sont exclus par la stratification sociale existant dans la société considérée...

Ces évolutions peuvent être lentes et progressives, se produire en douceur, ou être relativement rapides et brutales, et porter sur des éléments limités ou fondamentaux du système politique : on distinguera ainsi les processus adaptatifs de régulation "réformistes", qui ne modifient pas en profondeur le régime - ou mode d'organisation du système politique -, des processus "révolutionnaires", qui entraînent un changement de régime politique, souvent accompagné d'une transformation au moins partielle du mode d'intervention du système politique sur les autres systèmes sociaux et de l'ensemble de ses relations internes et externes.

Le régime - qui peut prendre des formes très variées de dictature, démocratie, monarchie, aristocratie.... - est le mode d'organisation du système. Conceptuellement, s'il dépend de l'évolution du système, et de ses relations avec les autres systèmes, il ne se confond pas le système.

## 2 -Les effets de la mondialisation sur les systèmes politiques

La mondialisation a pour effet d'accroître les interactions économiques, politiques, sociales et culturelles entre les Etats-nations, et de réduire leur autonomie : la pression des systèmes extérieurs s'accroît. Les évolutions seront moins "autoproduites", et davantage fonction des évolutions externes, tant sur le plan du contenu que du calendrier...

On observe depuis une vingtaine d'années la transformation des contenus des discours politiques dans la plupart des pays : la plupart se réfèrent désormais à la mondialisation et à ses effets, se positionnent pour ou contre elle ou certains de ses aspects. Même dans les pays qui en profitent le plus, comme la France ou les Etats-Unis, elle est ressentie comme une contrainte. Les politiques parlent de protéger de ses effets, et d'adapter la population à ses exigences, pour en tirer profit et ne pas en être victime. Une grande partie des partis politiques ne fait que s'y référer d'une manière ou d'une autre : chômage, restructuration d'entreprises, immigration, et problèmes qui lui sont liés, y sont directement corrélés, quoique de manière beaucoup moins forte qu'on ne le suppose généralement : elle crée, dans un pays comme la France, plus d'emplois qu'elle n'en détruit. Mais les craintes qu'elle alimente sont sans doute à l'origine de la montée des extrêmes aux dernières élections...

Mais l'impuissance des politiques n'étant pas de leur fait, mais liée au contexte externe de la mondialisation, il est douteux que les solutions proposées par les extrêmes de droite ou de gauche puissent avoir la moindre efficacité : le repli autarcique n'est plus possible car il se paierait d'un retard économique et technologique considérable... et ne serait pas admis par les puissances économiques dominantes.

Le sentiment d'une impuissance relative des autorités politiques n'en est pas moins fondé, car leurs possibilités d'action sont de plus en plus restreintes par l'évolution des *inputs* :

- les ressources du système sont tout ce qui peut contribuer à sa variété, et à ses possibilités d'action.

Or, les ressources *économiques* dont ils disposent ont en diminution :

. le recours à l'impôt est limité, pour favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises, retenir les cadres, éviter l'évasion vers les paradis fiscaux pour les particuliers et les entreprises, et les délocalisations

. les outils traditionnels de la politique économique ne sont plus utilisables ou sont moins efficaces : par exemple, dans un pays comme la France, à l'économie très ouverte, les politiques keynésiennes de relance par la demande ont un impact limité, car son augmentation se porte désormais en grande partie sur des biens importés. Il en est de même des politiques monétaires : avec le serpent, puis la monnaie unique, inflation et dévaluation ont disparu de l'arsenal dont disposaient les gouvernements européens. Elles demeurent utilisables, avec des inconvénients accrus, dans d'autres pays. Ne reste que la possibilité de contrôler salaires, prix, minima et prélèvements sociaux, dans la mesure où les partenaires sociaux l'acceptent. D'où les discussions politiques autour d'enjeux comme la retraite ou la sécurité sociale : on ne parle que de ce sur quoi l'on peut encore agir...

Les ressources *culturelles* - qui apportaient aux autorités en tant que telles un soutien "diffus"-, sont également en diminution : tel est le cas

- des religions (valeurs du respect et de la morale)

- de l'autorité de la famille, et notamment du père

- de la référence à une culture commune, au moyen de la présence de communautés où la loi n'est pas admise ni appliquée (excision, polygamie, rejet des politiques étrangères menées par l'Etat en fonction d'appartenances communautaires, etc...)

- de la culture de proximité villageoise, qui favorisait l'éducation des enfants par l'ensemble des citoyens adultes, disparue pour laisser place aux grands ensembles où l'enfant est livré à lui-même

La culture médiatique mondialisée contribue à la réduction de ce soutien en diffusant à la fois des modèles de consommation que la plupart des systèmes économiques de la planète ne sont pas en état de satisfaire, et des modèles de violence.

La mondialisation pousse en effet les demandes adressées à l'Etat à la hausse. En effet, la concurrence accélérée qu'elle stimule conduit à la restructuration des entreprises et au recyclage permanent des hommes à travers le chômage et l'apprentissage de nouvelles technologies. L'Etat doit accompagner ces processus, et, dans nos pays développés, favoriser de surcroît la spécialisation des citoyens dans les technologies de pointe à forte teneur en matière grise, ce qui suppose, d'une part

- la multiplication des aides à l'emploi et à la formation permanente

- la modernisation du système scolaire et son adaptation (à la formation à l'informatique, par exemple...)
  - l'aide à internationalisation des élites (apprentissage des langues, programmes d'échanges d'étudiants, recrutement des élites étrangères...)
  - l'accroissement de l'aide à la recherche
- Etc.

Et d'autre part, l'aide à ceux qui ne peuvent pas suivre le mouvement pour éviter la "fracture sociale" et le déchirement de la société.

Avant, l'idiote du village avait un rôle social et gardait les vaches. Aujourd'hui, ce n'est plus l'idiote du village, mais une grande partie de la population qui ne peut suivre une évolution trop rapide, car les métiers à faible qualification sont devenus insuffisamment nombreux ou inaccessibles : il paraît qu'il faut désormais parler anglais et passer un examen pour être dame-pipi dans les gares ! En France, le RMI ne peut résoudre le problème structurel créé par l'évolution de l'appareil économique, et une amélioration du fonctionnement des structures de formation ne pourrait y parvenir que partiellement.

Le problème se pose en termes très différents, du moins en ce qui concerne la gravité des conséquences sociales, dans la plupart des pays du Tiers-Monde, où les ressources du système politique sont insuffisantes pour faire face aux demandes multiples des autres systèmes sociaux, et sont de surcroît souvent ponctionnées par la dette et la corruption. Ainsi, en Afrique, l'insuffisance des ressources ne permet pas de satisfaire les demandes émanant du système biosocial afin de soigner les malades du sida : d'où les prévisions d'une réduction substantielle de la population dans les prochaines décennies.

Beaucoup de pays se trouvent au stade de l'Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle : celui de l'exode rural massif vers les villes après l'amélioration de la productivité dans l'agriculture, qui s'est traduit par le chômage et la misère dans les villes, et l'émigration vers les colonies de peuplement. Aujourd'hui, l'emploi industriel dans les villes du Tiers-monde est réduit par la mondialisation et l'ouverture des frontières aux importations des géants de l'industrie des pays développés, par l'usage de technologies économes en main d'œuvre peu qualifiée, mais augmentant considérablement le coût du ticket d'entrée... D'où l'émigration croissante vers les pays développés. Dans les prochaines années devrait se poser de façon aiguë le problème des centaines de millions de chinois dont l'agriculture n'aura plus besoin...

Certains pays disposant d'atouts stratégiques, économiques ou culturels, ont néanmoins profité de la mondialisation, dans la mesure où les délocalisations et la circulation des capitaux ont créé des emplois et des transferts de technologie à leur profit. Il semble qu'ils aient disposé d'un système politique suffisamment fort et structuré pour imposer aux systèmes extérieurs les conditions de leur ouverture, et satisfaire aux exigences du développement du système économique dans le contexte de la

mondialisation : en agissant très activement, notamment, pour la promotion des exportations sur les marchés extérieurs (Chili, Asie du sud-est...).

La mondialisation génère un grand nombre de contraintes pour les systèmes politiques, c'est-à-dire, tout ce qui contribue à réduire la variété du système, et ses possibilités d'action.

Elle limite, en effet, le pouvoir des Etats.

- Sur le plan *juridique*, des institutions comme l'OMC, ou les communautés européennes, créent des contraintes juridiques internationales considérables au pouvoir des Etats : la moitié des lois votées actuellement par le Parlement français serait consacrée à les faire entrer dans le droit français... D'autres institutions, comme les ONG internationales, du type Greenpeace, en appellent aux opinions publiques pour faire pression sur les Etats.

- Sur le plan *économique*, les contraintes liées à la mondialisation libérale, telle qu'elle fonctionne actuellement, pèsent parfois très fortement sur des Etats à peu près impuissants :

. les mouvements spéculatifs de capitaux ont été en grande partie responsables de la chute de la livre en 1992, comme de la crise asiatique, laissant aux systèmes politiques concernés le soin de réparer tant bien que mal les dégâts...

. les plans d'ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale ont souvent totalement ignoré les conséquences sociales gravissimes de leur application (fermeture d'hôpitaux, décès d'enfants...)

. les règles internationales en matière de concurrence limitent les possibilités d'intervention des Etats en faveur des entreprises nationales, tant à l'exportation que sur leur territoire. Un tiers des entreprises du CAC 40 serait ainsi passé aux mains des fonds de pension étrangers.

. le modèle néolibéral a été brutalement imposé à l'économie russe sans tenir compte de l'absence des institutions politiques, des administrations, et de la culture correspondantes : d'où le désastre économique et le développement de "mafias" que l'on a constaté, à la place des entrepreneurs espérés...

La mondialisation rend, ainsi, l'évolution des *inputs* des systèmes politiques difficiles à gérer : à des demandes et des contraintes en hausse, correspondent des ressources en baisse... ce qui conditionne fortement les *outputs* encore possibles...

Il apparaît clairement que des systèmes politiques puissants et structurés sont indispensables pour positionner favorablement un pays dans la mondialisation, et résister aux pressions des systèmes extérieurs.

Il apparaît également que pour que la mondialisation soit viable, et cesse d'être la cause de catastrophes économiques, sociales et écologiques à répétition, elle doit

s'accompagner d'une régulation internationale et régionale qui ne peut être que le fait des Etats.

### 3 - Mondialisation et régimes politiques

Le régime est le mode d'organisation du système politique. Il dépend des autres systèmes sociaux, et en particulier, dans les sociétés contemporaines, du système économique, et de la stratification sociale. Derrière les coups d'Etat et les révolutions, on trouve généralement des groupes sociaux engagés dans un processus de mobilité sociale lié au développement de nouvelles activités.

L'intervention de la mondialisation sur les régimes politiques procède de manière différente : il ne s'agit plus d'un processus endogène, où les boucles de rétroaction en œuvre entre les différents systèmes d'une société donnée aboutissent à une adaptation du système politique par un changement de régime, mais de pressions externes, souvent brutales, imposant un changement de régime au système politique en l'absence d'une évolution endogène.

D'où une configuration incohérente des différents systèmes sociaux, constitués d'éléments disparates issus de cultures différentes, dont les évolutions ne paraissent plus synchronisées, mais comme décalées dans le temps...

Le XXème siècle a été marqué par diverses tentatives d'utiliser le système politique pour transformer l'ensemble des systèmes sociaux d'une société, à partir d'un projet idéologique, ne correspondant pas aux demandes des systèmes eux-mêmes. Les régimes correspondant à ces tentatives ont été des dictatures, qu'il s'agisse de faire évoluer la société à un rythme accéléré (exemples: dictatures communistes, Iran du shah), ou d'empêcher cette évolution (khmers rouges).

L'ouverture à la mondialisation néolibérale a été souvent imposée par les armes et la dictature, comme dans le cas du Chili avec le coup d'Etat du 11 septembre 1973... Il est difficile de donner à des "démocraties" la fonction de faire évoluer la société dans un sens favorable à la mondialisation néolibérale sans qu'il s'agisse d'une forme dissimulée de dictature : les plans d'ajustement structurel ne peuvent être qu'imposés. Il s'agira donc de démocraties restreintes, incomplètes, viciées, truquées, au fonctionnement institutionnel marqué, comme au Chili, par l'omniprésence de "chiens de garde" non élus du régime à tous les points clés, et de dispositions constitutionnelles rendant très difficile toute évolution... Ce dispositif, rôdé depuis des décennies en Amérique latine, est maintenant largement utilisé dans le reste du monde.

La mondialisation produit de graves perturbations économiques dans les pays du Tiers-monde, qui doivent affronter la concurrence étrangère, en s'adaptant à des normes de concurrence en vigueur dans les pays développés en matière de législation du travail, de salubrité, d'écologie, sans pouvoir se réfugier dans le protectionnisme comme dans les années 60, avec des perspectives limitées, puisque l'on sait que l'expansion du niveau de

développement que nous connaissons au reste du monde n'est pas tolérable d'un point de vue écologique.

L'expression de la déception des populations quant au rôle effectivement joué par les pouvoirs politiques face à la mondialisation, s'exprimera, naturellement, davantage dans une démocratie que dans une dictature. C'est pourquoi la mondialisation économique et les intérêts occidentaux se sont accommodés d'un grand nombre de dictatures, à condition qu'elles renoncent à l'une des fonctions principales des systèmes politiques : la défense des intérêts de leur société contre les systèmes extérieurs. Lorsqu'elles sont trop sanguinaires et difficilement présentables à des opinions occidentales attachées aux valeurs chrétiennes et au respect des droits de l'homme, ces dictatures sont remplacées par des démocraties fantoches.

Mais l'instrumentalisation de "démocraties" contrôlées par la mondialisation économique et les intérêts américains, la proclamation qu'un gouvernement est "démocratique" quand il est à leur service, constitue une trahison par les occidentaux de leur propre idéal, et la dévalorisation de cet idéal contribue à légitimer les dictatures et les mouvements animés par les idéologies ou les fanatismes religieux les plus "réactionnaires" et hostiles à la modernisation, comme le sentier lumineux au Pérou, ou Al Quäida, dont le désespoir suicidaire fait désormais planer sur tout l'occident la menace terroriste.

La confusion mondialisation néolibérale/démocratie risque de saborder l'idéal démocratique. Comme l'a affirmé à plusieurs reprises Boutros Boutros Ghali, il est urgent de démocratiser la mondialisation et les Nations Unies, pour qu'elles retrouvent une légitimité. L'Europe et la France pourraient avoir là un rôle important à jouer sur la scène internationale, s'il n'est pas déjà trop tard...